

EXPOSÉ DE SOUTENANCE DE THÈSE

Article extrait de la revue *Recherches contemporaines*, n° 3, 1995-1996

Jean RUHLMANN, L'identité et la défense des classes moyennes françaises du Front populaire à la seconde guerre mondiale, Thèse de doctorat nouveau régime, Institut d'Études politiques de Paris, janvier 1995 (Directeur : Serge Berstein) 3 vol., 1175 p. Composition du jury : Jean-Jacques Becker (président), Serge Berstein, Jean-Paul Brunet, Antoine Prost, Jean-François Sirinelli.

D'emblée, ce travail pourrait paraître se dérober à son objet : quiconque en effet s'attache aux classes moyennes est implicitement sommé d'en produire une définition, sinon au début, du moins au terme de son enquête. Cette définition, que l'on attend complète et cohérente, couronne une démarche finissant inmanquablement par révéler lacunes et faiblesses et rejoindre les quelque 200 définitions mort-nées des classes moyennes ¹.

Je ne pense pas que l'historien puisse de cette manière appréhender les classes moyennes. Je rejoins ici plutôt la démarche de ceux qui, partant sans idée préconçue des périphéries des classes moyennes, retrouvent celles-ci bien plus sûrement que s'ils s'étaient initialement focalisés sur le concept².

Aux sources de la représentation des classes moyennes.

Mes recherches portent en effet sur la vingtaine de mouvements de défense apparus sous le Front populaire et qui prétendent soudainement rassembler et défendre les classes moyennes. L'occasion semblait propice puisque les rares études ayant abordé cette "génération spontanée" la tinrent en piètre considération : l'on y vit tout au plus d'obscures manœuvres radicales ou

1. L. Moulin et L. Aerts, "Les classes moyennes. Essai de bibliographie critique d'une définition", in *Revue d'histoire économique et sociale*, 1954, p. 1.

2. On fait ici allusion à la thèse de Serge Berstein sur l' *Histoire du Parti radical* (ici en l'occurrence, le tome 2 : *Crise du radicalisme*, Paris, Presses FNSP, 1982, 667 p.) et d'Antoine Prost, *Les anciens combattants et la société française (1914-1939)*, Paris, Presses FNSP, 1977, 3 vol., 237+261+268 p.

patronales visant une clientèle petite-bourgeoise, excluant *ipso facto* les détenteurs d'un "capital culturel" ¹ ...

Il m'apparut pourtant que ces mouvements valaient mieux que ce traitement, pour peu qu'on leur appliquât un questionnement en étroit rapport avec l'histoire des années 1930 et avec les acquis de l'historiographie sur les classes moyennes. On verrait de toute façon s'imposer ou non la pertinence du qualificatif de "classes moyennes" revendiqué par ces mouvements.

Il m'apparut également que les sources en présence permettaient un examen du problème point trop superficiel, même si sur certains points elles devaient se révéler frustrantes, car plus nombreuses que diversifiées. Elles pouvaient en tout cas être mobilisées à l'appui des principaux axes d'une recherche sur la représentation des classes moyennes, à savoir *l'étude des mouvements* et l'enjeu politique qu'ils constituent, mais aussi la *politique gouvernementale* en direction des classes moyennes, et enfin le *débat sur la notion de classes moyennes* engagé dans ces mouvements.

Pour aborder le premier point, les sources consistent essentiellement dans une presse où les titres des mouvements de défense se combinent à l'intérêt manifesté pour les classes moyennes par la presse "généraliste" et celle des formations politiques. Si les fonds publics – constitués des archives de cinq dépôts (présidence du Conseil, ministères du Travail, de l'Industrie et du Commerce, de l'Agriculture, Conseil national économique) – ont été sollicités pour le premier comme pour le second axe de recherche, l'on se heurte constamment à l'absence de sources privées et de témoignages personnels. Enfin, un ensemble considérable de publications de l'époque m'ont été d'un grand secours ; ces articles, brochures et essais viennent principalement de trois instances intéressées par la *notion* de classes moyennes :

- les "essayistes", observateurs souvent perspicaces des phénomènes sociaux et des conceptions du temps,
- les "doctrinaires", en quête d'une économie sociale répondant à la crise,
- les "spécialistes", c'est-à-dire d'une part les "économistes-juristes" impliqués dans la question des classes moyennes, et de l'autre les sociologues français, héritiers de Durkheim.

Leur apport est indispensable pour comprendre une construction de l'identité des classes moyennes d'autant plus conceptuelle qu'elle fut généralement confiée à des "publicistes-défenseurs" frottés aux débats intellectuels du temps.

1. La première thèse est celle d'Ingo Kolboom dans *La revanche des patrons. Le patronat face au Front populaire*, Paris, Flammarion, 1985, et la seconde plutôt le fait de Luc Boltanski, "Taxinomies sociales et lutte des classes. La mobilisation des classes moyennes et l'invention des cadres", in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 29, 1979, p. 85-105.

Une rupture avec le Front populaire en bon ordre républicain

L'adhésion et de la rupture des classes moyennes avec le Front populaire.

L'hypothèse d'un tel revirement avait été initialement formulée par Stanley Hoffmann pour être considérablement précisée dans le second volume de la thèse de Serge Berstein sur le parti radical¹. Il est bien clair que nos sources relatives à la défense des classes moyennes ne nous permettent pas l'étude électorale du comportement des classes moyennes en avril-mai 1936. Il n'est bien entendu pas plus question d'affirmer que les classes moyennes auraient *dans leur ensemble* soutenu le Rassemblement populaire : un simple examen du score étriqué des législatives d'avril-mai 1936 suffit à montrer que tel ne fut pas le cas. Mais cela ne doit rien enlever au fait que les suffrages des classes moyennes ont pu jouer un rôle capital dans le transfert – même minime – du vote de la droite vers la gauche. Surtout, cela ne dispense en rien de s'interroger sur la nature du soutien et le moment de la désaffection de la fraction des classes moyennes revendiquant son soutien au Rassemblement puis, un temps, au Front populaire.

L'histoire de la défense des classes moyennes confirme la pertinence de l'hypothèse d'un revirement. La chronologie, le discours et l'action de nos mouvements apportent même quelques compléments : l'on peut bien établir qu'aux faveurs réservées au Rassemblement populaire succèdent les désillusions rapidement générées par le Front populaire.

Une convergence manifeste peut être établie avec la dynamique du Rassemblement populaire, et s'est traduite de différentes manières dans les premiers mouvements de défense :

- par l'attachement à une mystique du Tiers-État mêlant classes moyennes et ouvriers, solidaires d'un programme de compromis établi en janvier 1936 et qui paraît promettre la "reflation" pour toutes sortes de groupes socio-professionnels,
- par un anticapitalisme partagé mais équivoque : si la vigueur du verbe laisse supposer une conversion anticapitaliste des classes moyennes, la manière évasive dont sont abordées les réformes de structure témoigne des divisions sur la question, ces équivoques n'étant pas levées par le programme de compromis proposé par le Rassemblement populaire en janvier 1936 ;
- par la revendication rétrospective du vote à gauche en avril-mai 1936.

Aussi les mouvements de classes moyennes sont-ils plutôt rares et rarement combatifs vis-à-vis du Front populaire, du moins jusqu'à l'automne 1936. Ils manifestent une certaine mansuétude vis-à-vis des grèves ouvrières de

1. St. Hoffmann, "La synthèse républicaine", in *A la recherche de la France*, Paris, Seuil, 1963, p. 37, et S. Berstein, *op. cit.*, chap.VII, p. 486-503.

mai-juin 1936 et des lois sociales votées les mois suivants. Ils se contentent de réclamer l'application intégrale du programme de janvier 1936, appelant notamment une législation capable de satisfaire à l'esprit du programme en élargissant les acquis au-delà de la lettre, à la manière de ce qui venait de se produire au bénéfice des ouvriers. L'aménagement de la dévaluation leur semble par exemple de nature à procéder à cette salutaire « reflation dirigée ».

Le tournant va s'opérer à l'automne 1936. C'est en effet à ce moment que sont mises en application les lois sociales votées par la Chambre au cours de l'été, notamment la loi des 40 heures, alors que la législation sur la hausse illicite des prix semble passer de la proclamation d'intentions au contrôle et aux sanctions. L'action du gouvernement de Front populaire prend dès lors le tour d'une trahison du programme de Rassemblement : non seulement la "reflation dirigée" n'est pas au rendez-vous, mais au début de 1937, la "pause" ne bénéficie nullement aux classes moyennes, puisque les décrets d'applications sont publiés en cascade. Cette situation accrédite l'idée que des réformes de structures se sont substituées au programme réformiste de janvier 1936.

La révolte se traduit par la multiplication des mouvements de défense, leur ton extrêmement virulent vis-à-vis de l'expérience Blum, même défunte. En apportant leur soutien à Chautemps et surtout à Édouard Daladier, les mouvements de défense signifient leur rupture vis-à-vis de la coalition de Front populaire mais ménagent le programme du Rassemblement populaire.

Un révélateur de la crise d'identité nationale

On serait alors tenté d'établir que cette rupture nous en dit presque plus sur la France de l'époque que sur les classes moyennes à proprement parler.

L'insatisfaction sociale se greffe en effet sur des *inquiétudes symptomatiques de la société française*. On a abordé cette crise en s'inspirant des traits et des méthodes d'approche dégagés notamment par Pierre Laborie¹. On ne sera pas surpris de retrouver dans les mouvements de défense des classes moyennes les caractéristiques de la crise d'identité nationale. La comparaison s'imposant entre l'opinion des classes moyennes et celle du pays, elle a été étudiée à l'occasion de crises majeures.

Les mouvements expriment d'abord une vive réaction à l'intensité des luttes sociales, d'autant que celles-ci se diffusent aux campagnes à l'été 1936 et persistent dans les entreprises à l'automne. L'opinion selon laquelle le tissu social se désagrège domine en 1937 jusqu'à la tentative cégétiste de novembre 1938 : à ce moment, les défenseurs des classes moyennes tentent de conjurer le

¹. P. Laborie, "Vichy avant Vichy ? Dérives et engrenages", in *L'opinion française sous Vichy*, Paris, Seuil, p. 67-207.

danger de dislocation sociale par une vaste campagne pour un gouvernement de salut public. Cette peur prend aussi un tour d'autant plus aigu qu'elle s'assortit d'une crainte devant les menaces pesant sur la propriété petite ou moyenne, comme le suggèrent les mouvements sociaux dans la coiffure et l'hôtellerie entre 1937 et 1938. Elle est indissociable d'une réaction de défiance vis-à-vis de l'action de masse, surtout lorsqu'elle est ouvrière, déterminée, et surtout efficace.

Derrière le péril social se tient bien sûr le péril politique, et l'on ne peut manquer de relever la crainte manifestée devant les nouvelles formes de l'action politique, mises en œuvre tant par les formations marxistes que par « l'ultra-droite » française.

Les mouvements de défense réagissent cependant de manière assez partielle et partagée. Ils sont séduits par la novation qu'a pu représenter une dynamique de Rassemblement populaire, impulsée selon eux non depuis les partis politiques, mais par les intellectuels du Comité de vigilance antifasciste ; à l'autre extrémité de la période, la défense des classes moyennes soutiendra l'action politique d'un Daladier, chef républicain qui passe pour s'être affranchi de la tutelle de son propre parti.

Mais d'un autre côté, les mouvements sont tout aussi prompts à s'effrayer des moyens de propagande du gouvernement de Front populaire ainsi que des nouvelles pratiques militantes qui se font jour à la gauche de la S.F.I.O. (courants zyromskyste et pivertiste)¹.

Les mouvements de défense des classes moyennes ont, comme le pays tout entier, subi l'impact de crises diplomatiques majeures. On a extrait la guerre d'Espagne et la crise de Munich, épisodes-miroirs où se réfléchirent les contradictions entre l'opinion et la réalité et au cours desquels nos mouvements de défense ont indiscutablement été partie prenante dans les affrontements franco-français.

On décèle à la faveur de ces crises un pacifisme multiforme, à la fois "viscéral", de "raison" et "patriotique", eu égard aux sacrifices antérieurs consentis par les classes moyennes. Il se nourrit aussi du refus de la "guerre rouge", et par là révèle un anticommunisme sans concession, fondé par défiance vis-à-vis de Marx comme du marxisme, et qui s'applique principalement au Parti communiste français, soupçonné de double langage, de dissimulation de ses objectifs réels, d'entretenir l'agitation sociale et enfin de se soumettre aveuglément aux intérêts de l'URSS. On voit enfin avec quelle évidence cette opinion offre le spectacle des plus grandes confusions sur la définition de l'adversaire :

- à l'extérieur, la menace principale vient d'URSS et non d'Allemagne ;

1. Voir Éric Nadaud, "Le renouvellement des pratiques militantes de la SFIO au début du Front populaire (1934-1936)", in *Le Mouvement social*, n° 153, oct.-déc.1990, p. 9-31.

- du reste, la désignation de l'ennemi intérieur prime généralement sur celle de l'ennemi extérieur.

On retrouve bien "l'aveuglement" et la "myopie hexagonale" analysés par Laborie, et qui consistent pour les défenseurs des classes moyennes à ne lire la guerre civile espagnole qu'à la lumière des tensions intérieures françaises.

La rupture avec le Front populaire pose en dernier ressort la redoutable question des *rappports entre classes moyennes et fascisme*, et plus spécialement de la dérive supposée des premières vers le second.

De ce point de vue, le comportement des mouvements de classes moyennes vient se situer dans le prolongement du constat de la faible prise du fascisme en France. En effet, dans nos mouvements, le discours anticapitaliste et anticomunisme ainsi que la dénonciation des tares du système parlementaire font bon ménage avec l'exaltation des figures et de l'héritage révolutionnaires, la vulgarisation des idées des Lumières, un idéal social jacobino-solidariste et un pacifisme totalement dépourvu d'allusion à la "guerre juive".

Pour avoir rompu avec le Front populaire, les classes moyennes n'en sont pas moins restées dans l'orbite de la culture politique républicaine. On saisit cette permanence jusque dans les réserves de leurs suggestions sur la réforme de l'État, aussi timides et partagées que celles des programmes du mouvement combattant.

Constantes d'une représentation des classes moyennes

Ces dernières s'exprimaient jusque là par une multitude d'organisations professionnelles sans liens entre elles, mais aussi et surtout indirectement par des forces politiques comme le parti radical ou par le mouvement combattant. Or la défense des classes moyennes prend corps lorsque ce dernier marque le pas, à un moment où le parti radical entend redéfinir son influence.

Il me semble que l'on peut étudier la représentation des classes moyennes par une mise en perspective multipliant les angles de comparaison.

Des modèles

La défense des classes moyennes françaises dispose au milieu des années 1930 d'un modèle antérieur de mobilisation remontant à la Belle époque: il s'agit de l'Association de défense des classes moyennes, groupe de défense sociale, de pression mais aussi redoutable machine politique dirigée contre les partisans de

l'impôt sur le revenu¹. La représentation des classes moyennes va en ressusciter la plupart des fonctions.

Il faut aussi compter avec l'impression considérable produite par la Confédération générale du travail. La démonstration de sa puissance mobilisatrice et ses succès revendicatifs favorisent l'idée d'une représentation essentiellement professionnelle. Aussi, à la mobilisation associative d'usage depuis la Belle époque, préfère-t-on la confédération professionnelle inspirée de la C.G.T., du moins en apparence. Principal mouvement de ce genre, la Confédération Générale des Syndicats des Classes Moyennes va ébaucher un syndicalisme de service, tenter de fédérer les classes moyennes provinciales en se substituant aux initiatives de la C.G.P.F., et disputer à la C.G.T. la mobilisation des ingénieurs et des techniciens.

L'adaptation aux circonstances

On ne peut pas oublier que nos mouvements tentent de canaliser l'agitation professionnelle apparue dans l'atelier et la boutique depuis l'été 1936. On rappellera aussi qu'entre le milieu de 1936 et le début de 1938, les Pouvoirs publics poussent à la consultation des grandes confédérations ouvrières et patronales (rénovation du Conseil national économique, enquête sur la production, projet de concertation autour d'un statut moderne du travail) favorisant la structuration professionnelle des classes moyennes.

La défense des classes moyennes va en définitive mieux s'adapter à l'arrivée aux affaires de Daladier, aussi vigoureux à l'endroit de la C.G.T. qu'il paraît soucieux des classes moyennes. C'est à ce moment qu'elles font l'expérience bénéfique d'un néo-corporatisme rappelant la *Mittelstandpolitik* élaborée puis mise en œuvre par les catholiques belges. En France, ce sera le fait d'un gouvernement travaillé par le radicalisme de droite, et vis-à-vis duquel la représentation des classes moyennes tente de parvenir à ses fins par un double jeu recourant simultanément au compromis et à la pression.

Particularités de la défense des classes moyennes

D'abord, leur ambition commune – qui est de rassembler les "deux classes moyennes" du secteur privé (indépendants et salariés)– souffre de deux handicaps majeurs plus ou moins prononcés selon les cas : la précarité des organisations et une inégale représentativité, notamment auprès des "cadres". Les efforts de mobilisation aboutissent à la veille de la guerre à l'existence d'une seule et vaste confédération professionnelle de classes moyennes (Confédération

1. Voir Gilles Le Béguec, " Prélude à un syndicalisme bourgeois : l'Association de défense des classes moyennes", in *Vingtième siècle*, n° 37, janvier-mars 1993, p. 93-104.

générale des syndicats de classes moyennes, ou C.G.S.C.M.) liée à une confédération d'associations (C.G.A.C.M.) en quête d'influence parlementaire, et conçue surtout comme une organisation de coordination des principaux syndicats, ce qui évidemment atténue considérablement la visibilité des classes moyennes dont elle se réclame. Après la guerre, une organisation telle que la Confédération nationale des classes moyennes de Roger Millot empruntera non seulement le même projet de mobilisation des deux classes moyennes, mais encore ce caractère d'appareil sommital apposé sur les confédérations professionnelles existantes.

On relève d'autre part le rôle tout à fait fondamental de la *presse de défense* dans la constitution et l'action des mouvements. Il se traduit jusque dans l'appareil de la C.G.S.C.M. par une forme de "bicéphalisme", puisqu'à côté de défenseurs issus des groupements professionnels existe un groupe non moins dense de "publicistes-défenseurs". L'ensemble est travaillé par diverses influences doctrinales se disputant les classes moyennes : le planisme néo-socialiste, une défense professionnelle s'accommodant du libéralisme, ainsi qu'un corporatisme intégral (mais dans une moindre mesure). Nombre des thèmes sont également empruntés au non-conformisme de la première moitié des années trente (Ordre nouveau, Troisième force).

On peut donc en conclure que l'accueil désormais réservé aux doctrines non-conformistes, centrées sur l'idée de déclin, peut assez bien traduire le désarroi des classes moyennes. On ne saurait oublier cependant qu'ayant servi de lieux de rencontre entre diverses doctrines, ces mouvements éprouvèrent d'autant plus de difficulté à élaborer un programme dépassant une défense professionnelle à laquelle tous étaient acquis d'avance.

On voit ainsi comment les motifs et les formes d'organisation peuvent contribuer à mieux cerner l'identité des classes moyennes. Mais ils ne règlent en rien les problèmes majeurs posés ici : qu'est-ce qui commande en dernier ressort l'attitude manifestée par nos défenseurs vis-à-vis du Rassemblement devenu Front populaire ? Qu'est-ce qui peut expliquer les principaux traits de leur mobilisation ?

Classes moyennes françaises en "guerre d'indépendance"

Cette formule ramassée sous forme de clin d'œil tente de rendre les principaux enseignements tirés de l'étude du discours développé par ces mouvements sur la notion de classes moyennes.

Problèmes de méthode

Initialement, on pensait ne préciser la notion qu'à partir du discours des défenseurs dans ses relations avec le vaste et multiforme débat de l'époque sur les classes moyennes. Or, ces types de discours éprouvent de réelles difficultés à appréhender objectivement les classes moyennes. Les plus avisés des "spécialistes" de l'époque nous orientent eux-mêmes sur les "représentations collectives" et les valeurs communes propres aux classes moyennes.

Les mouvements de défense des classes moyennes expriment-ils ces dernières ? Ils paraissent en tous cas rechercher l'édification d'une "mystique-classes moyennes", c'est-à-dire construire une idéologie de classes moyennes susceptible de les rassembler. Reste la méthode : la sélection dans le *corpus* comme son traitement soulèvent des difficultés analogues à celles recensées par Antoine Prost au sujet du discours mythologique des anciens combattants sur la politique, ce qui nous a conduit à plutôt suivre une "procédure plus empirique et subjective, mais avertie de l'être"¹. Si le *corpus* est de fait composé des deux titres ayant la plus grande longévité (*Étapes* et le *Front économique*), il n'en reste pas moins que l'analyse de leurs contenus rejoint sur les points essentiels qui vont suivre.

Dans tous les cas, le discours travaille la réalité selon divers types de distorsions, et nous rejoignons sur ce point les remarques des historiens de l'opinion et des sociologues ². Nous avons tenté de mesurer les écarts et les distorsions quand l'occasion s'en présentait.

Quelques lignes de force

Malgré toutes ces difficultés, quelques lignes de force de l'identité des classes moyennes me semblent pouvoir être proposées, tant au vu des conceptions de l'organisation que de l'évolution sociales développées par nos mouvements.

La première évidence tient dans la prééminence de l'*indépendance* dans la définition des classes moyennes, considérée comme le principe ordonnateur de la stratification sociale.

Comme l'a déjà montré François Gresle, l'*indépendance* qui nous est présentée est étroitement liée à une culture du travail dont les références

1. A. Prost, *op. cit.*, t. III, chap. IV, p. 121-124.

2. Pour une typologie de ces fonctions, communes du reste aux représentations sociales et à l'idéologie, voir Willem Doise, "Les représentations sociales : définition d'un concept", in *Connexions*, n° 45, 1985, p. 243-253.

privilegiées sont le travail artisanal et paysan¹. Cette indépendance organise un système de significations, c'est-à-dire un ensemble de principes régissant les attitudes individuelles et collectives, voire une véritable idéologie, qui "phagocyte" la morale et l'histoire, les reconstruisant depuis ses valeurs. On se situe ici au cœur du projet idéologique des défenseurs des classes moyennes.

Ces derniers, rappelons-le, sont souvent frottés aux débats intellectuels du temps et ne reculent pas devant une *approche normative* des classes moyennes qui me semble être à la source de l'identification entre celles-ci et la nation.

En somme, "indépendance" et "conception normative" paraissent conditionner l'attachement des classes moyennes à la démocratie et à l'héritage révolutionnaire, ce qui expliquerait les tendances de la "société bloquée" inventoriées par Stanley Hoffmann, à commencer par celle qui consiste à n'admettre de changements économiques qu'intégrés dans le système préexistant, à prôner un style d'autorité ni tout à fait libéral ni tout à fait autoritaire. L'ensemble conforte "l'immobilisme" de la société française d'alors décrit par Pierre Laborie.

Le *pessimisme social*, déjà aperçu précédemment, imprègne le discours des défenseurs des classes moyennes.

L'origine du malaise remonte manifestement à la première guerre mondiale, événement capital dont la représentation sert à la fois de prisme et de matrice de représentations entrecroisées.

C'est indiscutablement de la fin de ce conflit que les défenseurs des classes moyennes font dater le déclin national, corrélatif de celui des classes moyennes. Cette rupture est certes appréciée en termes de richesse et de pouvoir, mais, comme chez les anciens combattants, c'est la lecture morale, pour ne pas dire moraliste, qui domine. En brisant les classes moyennes, la guerre a fait éclater les repères moraux de la nation dont elles étaient dépositaires. La crise économique – lue en termes de désordres et d'excès – poursuit la dilution de la solidarité nationale, puisque l'idée qui s'impose est que les classes moyennes sont alors "introuvables".

La première guerre mondiale enclenche par conséquent le cycle d'une peur sociale multiforme fondée sur la crainte d'une résurgence des symptômes qu'on lui prête : ainsi se développent la peur de la guerre, la peur du complot et celle d'une transformation économique hors des cadres prédéfinis et consacrant l'ère de la masse, la peur de l'étranger enfin (antiaméricanisme, xénophobie, antisémitisme professionnel).

Événement cardinal, la "très grande guerre" l'est encore plus par les multiples fonctions dévolues à la représentation du conflit.

1. François Gresle, *Indépendants et petits patrons. Pérennité et transformations d'une classe sociale*, Thèse d'État en sociologie, 2 vol., Paris-Lille, Champion et Université de Lille III, 1980, 1036 p.

Les fonctions cognitive et axiologique permettent ainsi d'appréhender les diverses tensions travaillant la société. Lorsque tel défenseur s'écrie – vingt ans après les faits – : "Nous sommes en 1917 !" , il évoque non seulement la naissance du communisme en Russie, mais aussi la configuration des luttes intérieures et extérieures menées dans une France alors en proie au doute.

Le conflit possède une indiscutable fonction conative, puisque sa mémoire paraît orienter les conduites et les discours mobilisateurs : elle impose aux classes moyennes de définir un *front* et d'adopter une posture défensive dégagée de toute implication dans la lutte des classes ; elle fournit enfin une *issue* : l'ultime contre-offensive victorieuse, qui fait de Daladier en quelque sorte à la fois le Foch et le Clemenceau des classes moyennes.

Dans ces conditions, le Front populaire ne fait que porter des peurs latentes à leur paroxysme en inversant la hiérarchie des priorités : s'il s'agissait de lutter prioritairement contre l'agresseur allemand entre 1914 et 1918, il faut désormais faire porter l'effort sur la lutte intérieure. C'est cette inversion qu'exploitera le régime de Vichy, qui entreprend exclusivement le combat contre l'ennemi intérieur. Il est certain que l'interprétation moraliste de la crise d'identité nationale et l'institution de corps intermédiaires garantissant la défense professionnelle ont pu séduire les classes moyennes, surtout aux heures fastes pour la Révolution nationale¹. Avec la célébration du paysan et de l'artisan, le travail indépendant passe en effet pour un principe de redressement national, puisqu'il est appelé à fournir ces nouveaux "chefs" dont le régime attend qu'ils irriguent la société.

Jean RUHLMANN

1. J'ai tenté d'en fournir un aperçu dans l'article, "L'escamotage de la notion de classes moyennes sous Vichy", in *Vingtième siècle*, p. 127-137.